

(N° 38)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1924.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux,
des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable ⁽¹⁾.

CHAPITRES V ET VI DU PROJET DE LOI ⁽²⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽³⁾, PAR M. **CARTON DE WIART**.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé sur le Bureau de la Chambre, dans sa séance du 14 février 1923, par M. le Ministre de la Justice, tend à la réalisation de plusieurs réformes d'ordre pénal qui n'ont entre elles, ainsi que l'indique le titre complexe de ce projet, d'autre lieu que le souci supérieur de la défense sociale auquel elles répondent les unes et les autres.

Nous n'examinerons dans ce rapport que le chapitre V du projet, intitulé : « Des récidivistes et des délinquants d'habitude », et le chapitre VI : « De la

(1) Projet de loi, n° 131 (1922-1923).

(2) Le rapport sur les autres dispositions du projet de loi a été présenté par M. Vandervelde (*Doc. parl.*, n° 37).

(3) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle* : MM. Brunet, président, Bael, Buyse, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Flagey, Ballet, Jennissen, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan et Van Dievoet.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. Soudan, de Wouters d'Oplinter, Van Dievoet, Vandervelde, Claes et Rubbens.

détention dans une prison-école ». Ces deux chapitres, complétés par des dispositions générales et par une mesure d'ordre transitoire qui s'y rattachent, pourraient, si la Chambre en décidait ainsi, constituer un projet distinct qui ne serait pas de nature, croyons-nous, à provoquer de sérieuses objections. Il aurait pour titre :

« Projet de loi modifiant la législation pénale relative aux délinquants d'habitude et à l'adolescence coupable. » Il suffirait, dans cette hypothèse, d'abroger les dispositions du Code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police et l'article 37 de la loi du 15 mai 1912.

I. — Les récidivistes.

Il y a quelque dix ans, la criminalité belge était influencée, d'une manière véritablement inquiétante, par trois phénomènes d'ordre social : la délinquance juvénile, l'alcoolisme et la récidive. Les mesures législatives qui ont été prises contre les deux premiers de ces fléaux ont commencé à réaliser leur but. En revanche, la lutte contre la récidive, si elle a fait naguère l'objet de plusieurs projets d'ordre gouvernemental et d'une intéressante proposition de loi, due à l'initiative de M. De Vigne, représentant pour Gand, n'est point encore, à l'heure qu'il est, organisée de façon satisfaisante. Les statistiques, rappelées par l'Exposé des motifs du projet, prouvent à quel point l'incidence fâcheuse de la récidive continue à intéresser toute notre criminalité. Aussi convient-il de féliciter M. Masson, ministre de la Justice, de s'être inquiété de la nécessité de mieux armer la société contre un mal aussi redoutable et d'avoir répondu ainsi à l'appel que lui adressèrent notamment MM. Van Dievoet et Standaert dans la discussion générale du Budget de la Justice pour 1924.

Vis-à-vis des récidivistes, l'effet d'intimidation que produit généralement la menace de la prison se réduit à peu de chose : « Habituellement, écrit le Dr Vervaeck dans un Rapport présenté au Congrès de médecine légale tenu à Paris en mai 1924, les récidivistes rentrent, sans émotion quelconque, dans la vie pénitentiaire et reprennent l'existence qu'ils menaient lors de leur précédente détention ; pour beaucoup, c'est une période de calme, de repos et de régime dont leur santé physique enregistre les plus heureuses conséquences. Faut-il s'étonner dès lors que, sur ces habitués, la menace de la prison reste sans aucun effet inhibiteur ; les uns sont trop passifs et indolents pour s'arrêter à cette pensée ; d'autres, de caractère actif, se flattent d'échapper aux poursuites ; d'autres enfin, intoxiqués chroniques, à mentalité déchue, ont perdu toute susceptibilité d'intimidation et tout pouvoir de contrôle sur leurs réactions passionnelles ou instinctives. »

Sans doute, notre législation pénale actuelle n'est pas indifférente à la récidive. Mais elle continue à s'inspirer de la conception doctrinale — dite classique — de 1810 qui, plus préoccupée du délit lui-même que de l'individualité du délinquant, se borne à considérer la récidive *légale*, — qui est assez rare d'ailleurs, — comme une *circonstance aggravante* dont le juge peut, mais ne doit pas tenir compte pour renforcer la rigueur de la peine qu'il applique. D'autre part, la loi de 1891 sur le vagabondage et la mendicité a appliqué pour les vagabonds

— sauf à en limiter les effets à une durée maximum de sept ans — le principe de la sentence indéterminée. Une des idées maîtresses du projet actuel est de substituer à la mise sous la surveillance spéciale de la police — qui ne donne que de médiocres résultats, — une formule plus efficace : la mise à la disposition du Gouvernement, qui protégera sérieusement la société contre les délinquants d'habitude et qui pourra favoriser en quelque mesure leurs chances d'amendement.

En vertu de cette modification dont votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption, la mise à la disposition du Gouvernement sera désormais *obligatoire* pour le juge en cas de récidive de crime sur crime. Elle le sera aussi, en cas de récidive de délit sur crime et de délit sur délit, si la peine nouvelle est d'au moins un an de prison.

A l'égard du condamné reconnu coupable de récidive de crime sur délit, la mise à la disposition est *facultative*. Enfin, — par une innovation qui ne laisse point d'être hardie, — et dont l'application exigera assurément beaucoup de tact et de prudence de la part du juge répressif, tout individu qui aura commis au moins trois crimes ou délits et qui apparaîtra au juge comme « présentant une tendance persistante à la délinquance » pourra aussi être mis à la disposition du Gouvernement.

* * *

Qu'est-ce que la *mise à la disposition du Gouvernement*? En pratique, c'est l'internement dans un établissement désigné par un arrêté royal et qui peut avoir le caractère d'une maison de travail, d'une colonie agricole, d'une institution publique ou privée de bienfaisance ou d'assistance spéciale, voire d'un hospice, d'un hôpital ou d'un asile spécial réservé à certaines catégories de pensionnaires, suivant leur âge, leurs aptitudes professionnelles, leur état de santé, leurs dispositions morales. La jurisprudence du Département de la Justice, éclairée par l'expérience déjà longue et par la sollicitude qui caractérisent l'Administration de la Bienfaisance publique dans une matière aussi délicate, ne manquera assurément pas de s'adapter aux exigences nouvelles que comportera l'application de la réforme qui nous est proposée. Il n'est pas douteux que l'application de ce nouveau régime entraînera, pour le Ministère de la Justice, de nouvelles et lourdes responsabilités. En autorisant le Gouvernement à disposer de la liberté et en quelque sorte de la vie d'individus, hommes et femmes, qui ont sans doute mérité une telle *capitis diminutio*, mais qui pourront quelque jour, à la faveur d'influences ou de circonstances heureuses, être restitués à la vie sociale commune sans danger pour l'ordre public, pour la sécurité des personnes et des biens, le projet impose à l'Administration des devoirs qu'elle aura à cœur de remplir. L'internement au delà de l'expiration de la peine proprement dite ne peut trouver son excuse que dans les strictes nécessités de la défense sociale.

Il serait contraire à l'esprit même de la réforme, et nous y insistons avec force, de prolonger cet internement chaque fois que de sérieuses garanties d'amendement ou la perspective d'un reclassement dans la famille ou dans des institu-

tions libres d'un caractère moins sévère permettront de libérer le récidiviste dont le Gouvernement aura la tutelle. Non seulement, dans l'exercice de cette tutelle, l'administration ne devra pas manquer de recourir à des méthodes d'inspection régulière et à une revision périodique et consciencieuse de tous les cas particuliers, mais elle devra veiller aussi à utiliser, à encourager, à provoquer au besoin la collaboration efficace des commissions de surveillance, des comités de patronage et des autorités locales. Dès que les circonstances lui paraîtront justifier la libération anticipée, elle n'hésitera point à autoriser celle-ci, sauf à laisser suspendue sur la tête du libéré la menace d'un internement nouveau, si la conduite du libéré ne répond pas à l'attente du Gouvernement à la disposition duquel il demeure en vertu du jugement. Certes, parmi les récidivistes, il y aura de lamentables déchets d'humanité, insensibles à l'humiliation de la peine, ayant perdu peu à peu tout pouvoir de contrôle sur leurs réactions passionnelles ou instinctives. Mais il s'en rencontrera d'autres, pour lesquels le calme, la régularité, la vie au grand air, le travail et d'heureuses influences morales pourront déterminer quelque retour favorable.

Il ne faut point que les établissements où seront placés ces récidivistes, — quelles qu'aient été leurs fautes, — apparaissent à ceux-ci comme des maisons de travaux forcés à perpétuité au seuil desquelles le « *lasciati ogni speranza* » leur inspirerait un incurable découragement de nature à paralyser en eux toute velléité de se relever. « Il fait toujours matin quelque part », a écrit Longfellow. Si pervers qu'il soit, le délinquant d'habitude peut conserver, dans quelque recoin de son âme, de bons sentiments qui sont assoupis mais qu'une sollicitude dévouée, voire même une circonstance fortuite, peuvent réveiller au profit de l'individu lui-même et pour l'honneur de la famille humaine. La meilleure justification du projet de loi serait de favoriser, — ne fût-ce que dans des cas très rares, — de tels relèvements qui, même lorsqu'ils semblent improbables, ne sont jamais impossibles.

Moyennant ces réserves, votre Commission se rallie au nouveau système préconisé pour remédier aux dangers de la récidive. L'expérience démontrera les mérites ou les inconvénients de ce système. Elle permettra éventuellement au législateur de corriger ce que son œuvre d'aujourd'hui pourrait avoir d'imparfait.

II. — L'adolescence coupable.

Quant à la réforme proposée à l'égard de l'adolescence coupable, on sait que la loi du 15 mai 1912 sur la Protection de l'Enfance a fixé à 16 ans l'âge de la majorité pénale. Le Gouvernement, suivant l'avis de la Commission royale des Patronages, avait proposé l'âge de 18 ans. La Section centrale de la Chambre et à sa suite le Parlement n'adoptèrent pas cette fixation, estimant qu'après l'âge de 16 ans, le délinquant a le discernement suffisamment développé pour savoir qu'il contrevient à la loi et qu'il doit subir une peine.

La compétence du juge des enfants n'est étendue jusqu'à l'âge de 18 ans que dans deux cas : 1° pour les mineurs qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou qui se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage (art. 13);

2° pour les mineurs qui, par leur inconduite ou leur indisciplin, donnent de graves sujets de mécontentement à leurs parents (art. 14).

D'autre part, l'article 37 de la loi du 15 mai 1912, reprenant une disposition de la loi du 15 février 1897 sur le vagabondage et la mendicité, autorise les Cours et Tribunaux, lorsqu'ils condamnent à un emprisonnement un mineur n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans accomplis, à ordonner qu'il restera à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

A l'ancienne préoccupation du discernement, le législateur de 1912 a donc substitué un autre souci : Est-il bon ou est-il mauvais, tant pour l'enfant que pour la société, que le mineur qui a commis un fait qualifié crime ou délit par le droit pénal, soit laissé à sa famille et dans son milieu ? L'intérêt social bien compris, qui n'est pas différent de celui de l'enfant, ne recommande-t-il pas en sa faveur des mesures de garde, d'éducation, de surveillance, de protection, et lesquelles ? Parmi ces mesures, la plus grave est de mettre l'enfant jusqu'à sa majorité à la disposition du Gouvernement. Si le fait qu'il a commis est qualifié crime par la loi pénale, et que ce crime n'est pas punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, la mise à la disposition du Gouvernement pourra être prolongée par le juge au delà de la majorité de l'enfant pour un terme qui ne pourra pas dépasser sa vingt-cinquième année (art. 18). Si le fait est punissable, en vertu de la loi pénale ordinaire, de la peine de mort ou des travaux forcés, le juge pourra, s'il met l'enfant à la disposition du Gouvernement, prolonger celle-ci au delà de la majorité de l'enfant pour un terme de vingt ans au maximum (art. 19).

Le projet de loi qui nous est soumis, en abrogeant l'article 37 de la loi du 15 mai 1912, s'inspire précisément d'une des idées-maitresses de la loi sur la Protection de l'Enfance, et réalise indirectement le dessein qu'avait eu le Gouvernement à cette époque en proposant de fixer à 18 ans l'âge de la majorité pénale.

Il ne propose pas de soumettre, en tout cas, les mineurs de plus de 16 ans à la compétence du juge des enfants, solution qui pourrait, à notre avis, être défendue par d'excellents arguments. Mais il étend à ces mineurs une des préoccupations principales du législateur de 1912 : éviter d'appliquer le régime de la prison à des sujets pour lesquels ce régime, à cause de leur âge, peut être plus pernicieux qu'utile.

Aujourd'hui, le jeune homme ou la jeune fille qui, âgé de 16 ans accomplis, commet une infraction, doit subir sa peine d'emprisonnement avant d'être mis à la disposition du Gouvernement. Or, on peut considérer qu'à cet âge, la prison ordinaire offre encore, pour quiconque veut voir dans la législation pénale autre chose qu'un appareil purement répressif, plus d'inconvénients que d'avantages. Lorsqu'il s'agit de mineurs, elle est trop souvent, suivant le mot fameux du criminaliste américain Henderson, un « tobogan direct pour l'enfer ». D'ailleurs, ainsi que l'Exposé des motifs le signale, le Département de la Justice a déjà, dans la pratique des choses, laissé tomber en désuétude la prescription trop rigoureuse de l'article 37. Il a invité les Parquets à ne pas exécuter la peine d'emprisonnement prononcée contre les condamnés de 16 à 18 ans.

Ces jeunes gens sont directement envoyés dans des prisons-écoles, dont l'organisation a été perfectionnée et régularisée par un arrêté royal du 28 juin 1921.

Dorénavant, la loi ne connaîtra plus l'emprisonnement correctionnel comme *peine principale* lorsqu'il s'agira de mineurs.

Il appartiendra au juge ordinaire de condamner l'adolescent, soit à l'amende, soit à la détention dans une prison-école jusqu'à 25 ans.

Une telle réforme, qui étend la portée de la loi sur la Protection de l'Enfance, peut être, croyons-nous, envisagée avec confiance.

Toutefois, ici aussi, le mérite de la réforme dépendra du soin qu'apportera l'Administration de la Justice à exercer une tutelle vigilante sur les jeunes gens qui lui seront confiés et à envisager son action vis-à-vis d'eux dans le même esprit qui anime les juges des enfants à l'égard de leurs justiciables. Le projet n'a pas manqué de décider que la mise à la disposition pourra faire l'objet d'un sursis lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 26 ne dépassera pas six mois. Il applique aussi à cette matière le principe de la libération conditionnelle. Celle-ci devra être appliquée, croyons-nous, conformément aux principes généraux qui tiennent compte avant tout, comme motifs de la libération, des chances d'amendement et de reclassement du sujet. Il ne serait pas conforme à l'esprit de la libération conditionnelle, telle que Jules Le Jeune l'a si heureusement introduite dans nos lois, de considérer comme un obstacle à la libération la circonstance qu'un adolescent n'aurait pas acquis toutes les connaissances techniques nécessaires pour exercer tel ou tel métier qui lui aurait été assigné. Un passage de l'Exposé des motifs nous amène à faire cette remarque : on pourrait en déduire, en effet, que la sortie de la prison-école ne devra être espérée par le jeune détenu que le jour où il justifiera, par un examen technique, des connaissances suffisantes pour pourvoir à son entretien. Une telle formule serait trop absolue. Il peut se produire telles conjonctures où la libération se justifierait pour un détenu qui n'aurait pas réussi un tel examen.

Sous le bénéfice de ces considérations, votre Commission est unanime, Messieurs, à vous proposer l'adoption des dispositions relatives aux récidivistes et à l'adolescence coupable.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

(1)
(N° 38)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1924.

Ontwerp van wet tot bescherming van de samenleving tegen de abnormalen,
de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd ⁽¹⁾.

HOOFDSTUKKEN V EN VI VAN HET WETSONTWERP ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽³⁾,
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIAET.

MINE HEEREN,

Het wetsontwerp, ter Kamervergadering van 14 Februari 1923 door den Minister van Justitie neergelegd, heeft ten doel tal van straffervormingen in te voeren die, zooals de ingewikkelde titel van dit ontwerp aanwijst, geen ander onderling verband hebben dan de hooge bekommerring om de samenleving te beschermen, doel waaraan deze hervormingen beantwoorden.

In dit verslag zullen wij slechts hoofdstuk V onderzoeken, waarvan de titel luidt : « De recidivisten en gewoontemisdadigers », alsmede hoofdstuk VI : « De

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 151 (1922-1923).

⁽²⁾ Het verslag over de andere bepalingen van het wetsontwerp is uitgebracht geworden door den heer Vandervelde (Stuk n° 37).

⁽³⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Justitie en de Burgerlijke en Strafrechtelijke Wetgeving* : de heeren Brunet, voorzitter, Baels, Buysse, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Flagey, Hallet, Jennissen, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan en Van Dievoet.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Soudan, de Wouters d'Oplinter, Van Dievoet, Vandervelde, Claes en Rubbens.

hechtenis in eene strafschool ». Deze beide hoofdstukken, aangevuld door desbetreffende algemeene bepalingen en een overgangsmaatregel, konden, zoo de Kamer daarin toestemde, een afzonderlijk ontwerp uitmaken, dat, meenen wij, geene ernstige bezwaren zou kunnen ontmoeten. Dit ontwerp zou voor titel hebben: « Wetsontwerp tot wijziging van de strafwetten betreffende de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd. » In deze onderstelling, ware het voldoende de bepalingen in te trekken van het Strafwetboek betreffende het stellen onder bijzonder politietoezicht en artikel 37 der wet van 15 Mei 1912.

I. — De recidivisten.

Zoowat een tiental jaren geleden, stond de criminaliteit in België onder den onrustwekkenden invloed van drie verschijnselen van socialen aard: de misdrijven der jeugd, het alcoholisme en het herhaald misdrijf. De maatregelen van wetgevend aard tegen de eerste twee dezer kwalen zijn op weg hun doel te bereiken. Daarentegen, is de strijd tegen het herhaald misdrijf, ofschoon hij vroeger het voorwerp is geweest van onderscheidene regeeringsontwerpen en van een belangwekkend wetsvoorstel van den heer De Vigne, Gentsch volksvertegenwoordiger, tot nog toe niet op eene voldoende wijze ingericht. De statistieken, door de Memorie van Toelichting opgegeven, bewijzen hoezeer de kwalijke toevalligheid van het herhaald misdrijf op gansch onze criminaliteit blijft terugslaan. Ook behoort het den heer Masson, minister van Justitie, geluk te wenschen zich bezorgd te hebben betoond over de noodzakelijkheid de maatschappij beter te wapenen tegen een zoo geducht kwaad, en alzoo den oproep te hebben beantwoord door de heeren Van Dievoet en Standaert tot hem gericht bij de algemeene behandeling van de Begroting der Justitie voor 1921.

Tegenover de recidivisten, is het uitwerksel der vreesaanjaging welke gewoonlijk de bedreiging met gevang teweegbrengt, weinig beduidend: « Gewoonlijk, zoo schrijft Dr Vervaeck in een Verslag aangeboden op het Congres voor wettelijke geneeskunde gehouden te Parijs in Mei 1924, keeren de recidivisten, zonder eenige aandoening, naar de gevangenis terug en hernemen er het leven van hun vroegere hechtenis; voor velen is het een tijdperk van kalmte, van rust en van regime waarmede hunne gezondheid het goed stelt. Moet men dan verwonderd zijn wanneer, op die gewone klanten, de bedreiging met gevang zonder eenig innerlijk gevolg blijft; de eenen zijn al te lijdzaam en ongevoelig om zich bij die gedachte op te houden; de anderen, met een actief karakter, zijn tevreden aan de vervolgingen te ontsnappen; nog anderen, chronisch geïntoxiceerden, met vervallen geestestoestand, hebben alle gevoel voor vreesaanjaging verloren en missen alle contrôle over hunne hartstochtelijke of instinctmatige terugwerkingen. »

Gewis, staat onze huidige strafwetgeving niet onverschillig tegenover de strafbare herhaling. Zij gaat voort te steunen op de zoogezegde « klassieke » opvatting der rechtsleer van 1810 welke, meer bezorgd voor het misdrijf zelf dan voor de individualiteit van den dader, er zich toe beperkt de *wettelijke* herhaling, — die overigens zeer zeldzaam is — te beschouwen als eene *verzwarende omstandig-*

heid waarvan de rechter rekening kan, maar niet moet houden om de straf welke hij toepast gestrenger te maken.

Anderzijds, heeft de wet van 1891 op de landlooperij en de bedelarij voor de landloopers het beginsel ingevoerd van de onbepaalde beslissing, behoudens de uitwerkselen daarvan op een maximum-duur van 7 jaar te beperken. Een der leidende gedachten van het onderhavige wetsontwerp bestaat er in, het stellen onder het bijzonder toezicht van de politie — dat slechts karige uitslagen oplevert — te vervangen door een meer doelmatige formule : het stellen onder het toezicht der Regeering, welke op meer afdoende wijze de maatschappij zal beschermen tegen de gewoontemisdadigers en welke eenigermate hunne kansen van verbetering kan bevorderen.

Krachtens deze wijziging, waarvan uwe Commissie de eer heeft u de goedkeuring voor te stellen, zal het stellen ter beschikking van de Regeering voortaan *verplichtend* zijn voor den rechter in geval van herhaling van misdaad na misdaad. Evenals, in geval van herhaling van wanbedrijf na misdaad en van wanbedrijf na wanbedrijf, indien de nieuwe straf ten minste één jaar gevangenzitting bedraagt.

Ten opzichte van den veroordeelde, schuldig erkend aan herhaling van misdaad na wanbedrijf, is de terbeschikkingstelling *niet verplichtend*. Eindelijk, — door een nog al gewaagde nieuwigheid, waarvan de toepassing voorzeker veel kieschheid en omzichtigheid van den strafrechter zal eischen, — kan alwie ten minste drie misdaden of wanbedrijven heeft gepleegd en die aan den rechter voorkomt als « eene aanhoudende neiging tot wetsovertreden te vertoonen » ook ter beschikking van de Regeering worden gesteld.

*
* * *

Wat beteekent het *stellen ter beschikking van de Regeering*? In de practijk, is het de opsluiting in een bij Koninklijk besluit aangewezen gesticht dat den aard kan hebben van een werkinrichting, een landbouwkolonie, een openbare of private instelling van weldadigheid of van bijzonderen bijstand, zelfs van een godshuis, een hospitaal of een bijzonder tehuis voorbehouden aan zekere categorieën van kostgangers, volgens hun leeftijd, hunne beroepsbekwaamheid, hun gezondheidstoestand, hun zedelijke gesteldheid. De rechtsbeginselen van het Departement van Justitie, verlicht door de reeds lange ervaring en door de bezorgdheid welke in eene zoo kiesche zaak het Bestuur der Openbare Weldadigheid kenmerken, zal zich heel zeker weten aan te passen aan de nieuwe eischen gesteld voor de toepassing van de ons voorgestelde hervorming. Het lijdt geen twijfel dat de toepassing van die nieuwe regeling, voor het Ministerie van Justitie, nieuwe en zware verantwoordelijkheden zal medebrengen. Met de Regeering te machtigen over de vrijheid en in eenige mate over het leven van personen, mannen en vrouwen, te beschikken, welke gewis zulk een *capitis diminutio* wettigen, maar die eensdaags, dank zij gelukkige invloeden of omstandigheden, aan de samenleving zullen kunnen teruggeschonken worden zonder gevaar voor de openbare orde, voor de veiligheid van de personen en de zaken, legt het ontwerp aan het Bestuur plichten op, welker naleving het zal

ter harte nemen. De opsluiting langer dan den termijn van de eigenlijk gezegde straf, kan slechts gebillijkt worden door de strenge noodwendigheden van de maatschappelijke verdediging.

Het ware strijdig met den geest zelf der hervorming, en wij dringen er met klem op aan, die opsluiting te verlengen wanneer ernstige waarborgen van verbetering of het vooruitzicht van een wederopheffing in de familie of in de private instellingen van een minder strengen aard zullen toelaten den recidivist te ontslaan, waarover de Regeering de voogdij zal hebben. In de uitoefening van die voogdij, zal het Bestuur niet alleen mogen nalaten methoden van regelmatig toezicht te gebruiken en al de bijzondere gevallen op gezette tijden en gewetensvol te herzien, doch het zal er ook moeten voor waken, de doelmatige medewerking der toezichtscommissarissen, der beschermingscomiteiten en der plaatselijke overheid te benuttigen, aan te moedigen en, desnoods, uit te lokken.

Van zoodra de omstandigheden hem zullen toeschijnen de vervroegde invrijheidstelling te rechtvaardigen, zal het Bestuur niet aarzelen dezelve te machtigen, mits boven den vrijgelatene de bedreiging te laten hangen van een nieuwe opsluiting, indien zijn gedrag niet beantwoordt aan de verwachting van de Regeering tot wier beschikking hij blijft uit kracht van het vonnis. Gewis, zullen er zich onder de recidivisten ellendige menschelijke wrakken bevinden, ongevoelig voor de vernedering der straf en die langzamerhand alle zelfcontrôle van hunne driften of neigingen verloren hebben. Doch, men zal er anderen ontmoeten die door de kalmte, de regelmatigheid, het openluchtlevens, den arbeid en de heilzame zedelijke invloeden vaak ten goede zullen keeren.

Het mag niet zijn, dat de gestichten waar deze recidivisten zullen geplaatst worden, — welke ook hunne fouten zijn geweest, — in hun opvatting, huizen van levenslangen dwangarbeid zijn op wien dorpel het *Lasciate ogni speranza* hun eene ongeneesbare ontmoediging zou inboezemen, van aard om in hen alle neiging om zich herop te richten te verlammen. « De zon gaat altijd ergens op », schreef de dichter Longfellow. Hoe bedorven hij ook zij, kan de gewoontemisdadiger, in een hoekje zijner ziel, nog enkele goede gevoelens bewaren, welke er ingesluimerd zijn maar die, dank zij een bezorgde toewijding, zelfs dank zij een eenvoudig toeval, kunnen ontwaken ten bate van het individu zelf en van de eer der menschelijke gemeenschap. De beste rechtvaardiging van het wetontwerp zou zijn om, — al ware het slechts in zeldzame gevallen —, zulke wederopheffingen mogelijk te maken die, zelfs wanneer zij onwaarschijnlijk blijken, niet steeds geheel en al onmogelijk zijn.

Mits deze voorbehoudingen, vereenigt zich uwe Commissie met het nieuwe voorgestelde stelsel om de gevaren van de strafbare herhaling te weren. De verdienste of de bezwaren van dit stelsel zullen door de ervaring aan het licht komen. Deze zal eventueel den wetgever toelaten zijn werk van heden nog te verbeteren.

II. — De schuldige jeugd.

Wat de voorgestelde hervorming betreft ten opzichte van de schuldige jeugd, weet men dat de wet van 13 Mei 1912 op de Kinderbescherming den leeftijd voor de hoogste straf op 16 jaar heeft gebracht. Op advies van de Koninklijke

Beschermingscommissie, had de Regeering den leeftijd van 18 jaar voorgesteld. De Middenafdeeling van de Kamer en, na haar het Parlement, hebben dezen leeftijd niet aangenomen, oordeelende dat na den leeftijd van 16 jaar, de overtreder het noodig oordeel des onderscheids bezit om te weten dat hij de wet overtreedt en hij een straf moet ondergaan.

De bevoegdheid van den kinderrechter wordt alleen in twee gevallen tot den leeftijd van 18 jaar uitgebreid : 1^o voor de minderjarigen die bedelend of zwerwend aangetroffen worden, of die zich gewoonlijk aan de bedelarij of aan de landlooperij overgeven (art. 13); 2^o voor de minderjarigen die, door hun wan gedrag of hunne onbuigzaamheid, ernstige redenen tot ongenoegen geven aan hunne ouders (art. 14).

Anderzijds, machtigt artikel 37 der wet van 15 Mei 1912, waarbij overgenomen wordt eene bepaling der wet van 15 Februari 1897 op de landlooperij en de bedelarij, de Hoven en Rechtbanken, wanneer zij een persoon beneden den vollen leeftijd van 18 jaar tot gevangenisstraf veroordeelen, te bevelen dat hij ter beschikking van de Regeering zal blijven vanaf den afloop zijner straf tot zijne meerderjarigheid toe.

In de plaats van het vroeger begrip van het oordeel des onderscheids, heeft de wetgever van 1912 dus een ander begrip gesteld : Is het goed of is het kwaad, zoowel voor het kind als voor de samenleving, dat de minderjarige die een feit heeft gepleegd dat door het strafrecht misdaad of wanbedrijf wordt geheeten, aan zijn gezin of in zijn midden wordt gelaten? Vraagt het wel begrepen maatschappelijk belang, dat geenszins verschilt van dat van het kind, niet te zijnen voordeele maatregelen van bewaking, van opvoeding, van toezicht, van bescherming, en dewelke? Onder deze maatregelen, is de ergste het kind, tot zijne meerderjarigheid toe, ter beschikking te stellen van de Regeering. Wordt het door hem gepleegde feit door de strafwet als misdaad omschreven, en is die misdaad niet strafbaar met de doodstraf of met dwangarbeid, dan kan de kinderrechter, indien hij hem stelt ter beschikking van de Regeering, den duur dezer terbeschikkingstelling verlengen tot na de meerderjarigheid van het kind, voor een tijd die zijn vijf en twintigste levensjaar niet mag overschrijden (art. 18). Indien het feit, krachtens de strafwet, strafbaar is met de doodstraf of met dwangarbeid, kan de kinderrechter, indien hij het kind ter beschikking stelt van de Regeering, den duur van deze terbeschikkingstelling verlengen tot na de meerderjarigheid van het kind, voor den tijd van hoogstens twintig jaren (art. 19).

Het onderhavige wetsontwerp, dat artikel 37 der wet van 15 Mei 1912 intrekt, gaat uit van een der hoofdgedachten van de wet op de Kinderbescherming, en verwezenlijkt onrechtstreeks het inzicht dat de Regeering heeft gehad op dit tijdstip met op 18 jaar den meerderjarigheidsleeftijd volgens het strafrecht te bepalen.

Het stelt niet voor, in al de gevallen, de minderjarigen van meer dan 16 jaar aan de bevoegdheid van den kinderrechter te onderwerpen, welke oplossing men, naar onze meening, zou kunnen staven op grond van uitmuntende redenen. Doch het strekt tot deze minderjarigen een der hoofdbezorgdheden uit van den wetgever van 1912 : vermijden het stelsel der gevangenisstraf toe te

passen op kinderen voor wie, wegens hun leeftijd, dit stelsel meer nadeelig dan nuttig kan zijn.

Thans, moet de jongeling of het meisje die, op den vollen ouderdom van 16 jaar, een overtreding pleegt, de gevangenisstraf ondergaan alvorens ter beschikking van de Regeering te worden gesteld. Welnu, men mag beschouwen dat, op dien leeftijd, de gewone gevangenisstraf, voor alwie in de strafwetgeving iets anders wil zien dan een louter strafstelsel, nog meer bezwaren dan voordeelen aanbiedt. Wanneer het minderjarigen betreft, is zij al te dikwijls, — volgens het beruchte woord van den Amerikaanschen criminalist Henderson, — een « rechtstreeksche tobogan voor de hel ». Overigens, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, heeft het Departement van Justitie reeds, in de praktijk, de al te gestrengte bepaling van artikel 37 in onbruik laten vallen. Het heeft de Parketten aangezocht de gevangenisstraf, uitgesproken tegen de veroordeelden van 16 tot 18 jaar, niet te doen uitvoeren.

Die jongelieden worden rechtstreeks gezonden in eene strafschool, wier inrichting werd verbeterd en geregeld door een Koninklijk besluit van 28 Juni 1921.

Voortaan, zal de wet geen boetstraffelijke gevangenisstraf meer kennen als *hoofdstraf*, wanneer het minderjarigen betreft.

Het zal aan den gewonen rechter behooren den jongen persoon te veroordeelen, hetzij tot de geldboete, hetzij tot de opsluiting in eene strafschool tot zijn 25^{ste} jaar.

Een dergelijke hervorming, welke de draagwijdte van de wet op de kinderscherming uitbreidt, kan, meenen wij, met vertrouwen worden begroet.

Echter zal, hier ook, de verdienste der hervorming afhangen van de zorg welke het Bestuur der Justitie zal hebben om eene waakzame voogdij over de hem toevertrouwde jonge lieden uit te oefenen en om zijn optreden jegens hen op te vatten in denzelfden geest die de kinderrechters bezielt ten opzichte van hunne rechtshoorigen. Het ontwerp liet niet na te beschikken dat de terbeschikkingstelling vatbaar zal zijn voor uitstel, wanneer de krachtens artikel 26 uitgesproken gevangenisstraf niet zes maanden zal overschrijden.

Het past op deze zaak ook het beginsel toe van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Deze zal, meenen wij, moeten toegepast worden overeenkomstig de algemeene beginselen welke, eerst en vooral, als redenen van de invrijheidstelling, rekening houden met de mogelijkheden van verbetering en wederopheffing van den betrokkene. Het zou niet strooken met den geest der voorwaardelijke invrijheidstelling, zooals Jules Le Jeune ze op zoo deugdelijke wijze in onze wetten heeft doen opnemen, als een hinderpaal te aanzien voor de invrijheidstelling, de omstandigheid dat een jong mensch niet al de noodige vakkennis zou hebben opgedaan om een hem aangewezen ambacht uit te oefenen. Een gedeelte van de Memorie van Toelichting brengt er ons toe deze opmerking te maken : Men zou, inderdaad, daaruit kunnen afleiden dat het verlaten der strafschool door den jongen opgeslotene slechts dan zal mogen verhoopt worden, wanneer hij, door een vakkundig examen, bewijs zal hebben gegeven van genoegzame kundigheden om in zijn onderhoud te voorzien. Zulk eene formule was al te volstrekt. Er kunnen zich zulke wisselvalligheden voordoen, dat de invrijheid-

stelling zou gerechtvaardigd zijn voor een opgeslotene die in zulk een examen niet zou geslaagd zijn.

Mits deze beschouwingen, is uwe Commissie het eens, Mijne Heeren, om u de goedkeuring voor te stellen van de bepalingen betreffende de recidivisten en de schuldige jeugd.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.
